Tapage

n°8

Version papier_2€

Juin_2010

JOURNAL BIMESTRIEL D'EXPRESSION LIBRE DE LA RÉGION MELDOISE

édito *de Buster Salgan*

ERRATUM
La rédaction du Gag du Pays de Meaux nous a demandé d'informer nos lecteurs qu'une regrettable erreur s'était glissée dans leur dernière édition de mai. Par solidarité avec les médias locaux et par respect pour leur indépendance courageuse envers le pouvoir politique, nous transmettons donc ce rectificatif.
En effet ce somptueux magazine pluraliste fait état d'un dispositif appelé le C.O.P.E (Contrat Opérationnel Pour l'Emploi) censé résoudre à court terme le problème du chômage. Que ses lecteurs se rassurent, il s'agit en fait de l'E.C.L.O.P.E (Entreprise de Casse Libérale Organisée et de Précarisation de l'Emploi), un organisme très actif. Nous rappelons ici les axes prioritaires de son objet social : affaiblir par la concurrence le modèle social hérité de la Résistance, maintenir un taux de chômage élevé pour discipliner le salariat, et dégrader progressivement les services publics. Il a déjà à son actif quelques réussites prometteuses : par exemple une défiscalisation des multinationales dite « Niche Copé » (22 milliards d'euros en trois ans) et la création des franchises médicales qui fragilise la santé des classes populaires. En partenariat avec le Club de l'Horloge, proche du FN, il a aussi organisé la suppression de 50 000 postes d'enseignants dans l'Education Nationale en trois ans. Actuellement, pour affaiblir la retraite par répartition, il collabore avec un autre « Think tank » (ou réservoir à idées), l'institut Montaigne, dont les illustres représentants (dirigeants de AGF-Allianz, Groupama, Axa) vendent des retraites par capitalisation...
Mais -on vous l'assure- c'est un pur hasard.

NOTRE MONDE

Des idées et des corps

En politique, le rapport de forces est celui des idées. On s'affronte sur des modèles, des valeurs et des programmes. Mais après la bataille, comme dans une guerre «classique», ce sont les corps qui portent les marques durables des coups et des blessures.
Ainsi beaucoup de corps humains des classes populaires en fin de vie seront affaiblis et meurtris à la suite des contre-réformes indignes sur les retraites (p8 et 9). C'est aussi dans leur corps que se manifestent l'anxiété, le stress permanent des enseignants jetés avec une formation insuffisante devant des classes surchargées (p6) et celui des étudiants confrontés à la logique marchande pour se nourrir (p14). Une approche exclusivement comptable de la santé publique et ce sont aussi des corps fragilisés et malades qui tarderont à trouver du soin et du réconfort (p5).
Enfin, il y a beaucoup à dire sur l'élevage intensif qui livre le corps animal à la barbarie la plus abjecte (p17). Heureusement, il reste encore des beaux oiseaux en liberté dans nos parcs de Seine-et-Marne (p20) et, dans d'autres parties du monde, certains pays font avec succès une priorité absolue de la santé de leur peuple (p15).

ÉCONOMIE LOCALE

Parc d'hyperactivité médiatique

→ page 3 et 4

BANQUES

Sauvetage en débat

→ page 11

DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE

Parc d'Activités du Pays de Meaux : Magic Parc

par Tympan du Tapage

Détruisant 80 hectares de terres agricoles, le Parc d'Activités du Pays de Meaux est présenté comme la solution miracle au chômage et comme la panacée commerciale. Petit inventaire des principaux arguments, issus de la prestidigitation et de la magie, qui en justifieraient la réalisation.

Fausse saturation des zones industrielles

C'est dans le courant de l'année 2005 que le projet de création de ce parc d'activités est élaboré. Il s'agissait pour la Communauté d'agglomération du pays de Meaux de se donner un peu de « contenu » tant sa réalité concrète paraissait diaphane. Le choix du lieu est justifié alors par une prétendue saturation des zones industrielles de Meaux-Poincy notamment. Or, ces deux zones, respectivement de 135 et 79 hectares, sont très loin d'être totalement encombrées. Les friches industrielles s'accumulent, la plus emblématique étant l'ancien centre de tri postal. Des terrains n'ont jamais été construits, comme à l'angle des rues Volta et des Frères Lumières, ou encore rue de la Bauve. Elles présentent en outre l'avantage d'avoir un réseau routier spécifique, et, en cas de nécessité, des accès au chemin de fer. Si une extension était nécessaire, elle pourrait se faire au nord avec moins d'emprise sur les terres agricoles que le futur parc à l'est de Meaux. À l'évidence, il valait mieux « faire du nouveau », plus visible, plus payant médiatiquement, qu'une requalification des zones existantes.

La frénésie commerciale

Nous avons déjà évoqué dans le numéro 3 de Tapage, il y a un an, l'incroyable développement des commerces de grande surface dans le pays de Meaux. La nécessaire disparition d'un des deux Champions de Mareuil et Nanteuil, pour cause de position dominante, a conduit à la construction d'un Carrefour à Nanteuil pour près de 10 000 m2 et d'un Leclerc à Mareuil pour 12 000 m2. À cela sont venus s'ajouter d'autres enseignes pour 13 000 m2 environ. On comprend l'inquiétude, souvent exprimée, des commerçants du centre-ville, dont le chiffre d'affaire souffre de ces nombreuses concurrences. Il est évident que l'annonce de l'installation, sur 70 000 m^2 (soit deux fois la surface de ce qui a été installé au sud de Meaux !) d'un centre commercial sous la houlette d'Auchan ne les a pas franchement rassurés. Ces installations permettant au Président de la Communauté d'Agglomération d'être régulièrement en photo dans la complaisante presse locale (sauf Tapage), il fallait bien trouver à ce désarroi une justification extérieure. Ce n'est pas le fait que le Pays de Meaux soit déjà suréquipé en commerces, et notamment en grandes surfaces, qui causerait le marasme des petits commerces du centre-ville, mais l'attrait exercé par le Val d'Europe et Claye-Souilly !

Plan anti-évasion commerciale

L'argument d'une très importante « évasion commerciale » apparaît en 2009. Il est régulièrement repris. Il repose sur des études, l'une de la Chambre de Commerce en 2006, et l'autre du cabinet « AID Observatoire » en 2007. Il ne nous a pas été possible de consulter ces études, malgré plusieurs demandes. Nous ne désespérons pas de pouvoir le faire, fut-ce au prix d'une démarche auprès de la Commission d'accès aux documents administratifs (CADA). Un petit tour sur le site internet d'AID Observatoire nous confirme l'existence d'une étude pour le compte de la Communauté d'agglomération du Pays de Meaux. D'autres études réalisées par cet organisme sont consultables, permettant d'apprécier la méthodologie utilisée par ce cabinet spécialisé

Le Parc en chiffres

Installé sur 80 hectares à l'ouest de Meaux, sur les communes de Villenoy et de Chauconin-Neufmontiers, de part et d'autre de la nationale 3, le Parc d'activités devrait accueillir : un centre commercial de 70 000 m2, un espace logistique de 23 000 m2, des constructions réservées aux PME/PMI sur 77 000 m2, ainsi qu'une zone d'activités tertiaires pour 23 000 m2. On notera qu'il n'est pas envisagé d'action notable pour favoriser la création d'emplois industriels.

dans l'observation des pratiques commerciales. Les choix des particuliers en matière d'achat sont évalués par sondages selon la méthode des quotas. Rien que de très habituel ! Les résultats énoncés paraissent plutôt plausibles. On comprend donc assez mal que l'on parvienne, pour le pays de Meaux, à un chiffre d'affaire potentiel annuel de 1 milliard d'euros échappant pour la moitié (500 millions) aux commerçants locaux ! Nous avons fait dans un précédent numéro un simple calcul, nous le reprenons ici.

TOUT POUR L'EMPLOI DES MOTS

On ne lésine pas sur les moyens, et surtout les moyens de communication. Ainsi le Centre de Formation d'Apprentis de la Chambre des Métiers, actuellement rue des Sablons Bouillants, dans la zone industrielle de Meaux, sera transféré dans le parc d'activité, en s'agrandissant, mais surtout en changeant de nom. Il devient Institut des Métiers et de l'Artisanat. IMA, c'est mieux que CFA, non ?

Mon meldois est riche !

Les dépenses concernées par les études citées concernent : l'alimentation, l'équipement de la maison, l'équipement de la personne et les achats de loisirs et culture. N'y figurent pas les dépenses de santé, les services financiers (assurances, banques), de transports, d'achat de voitures, ainsi que les loyers ou remboursements d'emprunt pour l'habitation. La Communauté d'agglomération compte 80 000 habitants. Si 1 milliard d'euros sont dépensés chaque année pour les dépenses indiquées ci-dessus, cela correspond à 12 500 euros par personne (sans distinction d'âge), soit grosso modo 1 000 euros par mois. Ainsi, une famille de 4 personnes dépenserait 4 000 euros par mois, dont 2 000 hors de l'agglomération meldoise ! Ces chiffres étant une moyenne, tous les smicards peuvent imaginer la grande richesse d'une partie non négligeable de nos concitoyens. L'énormité de cette approximation saute aux yeux et il nous paraît peu probable qu'elle émane en ligne directe d'une étude sérieuse. Peut-être est-ce la raison pour laquelle on nous refuse l'accès à celle-ci.

Un pour un

L'argument majeur est bien entendu la création d'emploi. Il est ressassé comme une incantation que le Parc créera 4 000 emplois. Pour le Président de la communauté d'agglomération c'est tout simplement la fin du chômage dans le pays meldois. « La Communauté d'agglomération a pour objectif de voir le ratio entre l'habitant du pays de Meaux en âge de travailler et l'emploi sur ce même secteur proche de 1. Ce qui apporterait évidemment une meilleure qualité de vie, moins de transport. Il faut vraiment qu'il y ait adéquation entre l'offre et la demande » (La Marne, 12 mai 2010). Raisonnement, en apparence, imparable : autant d'emploi que d'actifs = plein emploi. Avis donc à tous les habitants du secteur qui prennent le train ou la voiture pour aller travailler : en 2014, au plus tard, vos tracas liés au transport quotidien ne seront plus qu'un mauvais souvenir. Bien sûr, si vous êtes comptable, cadre, dans le quartier de La Défense, vous accepterez un emploi de chef du rayon frais à Auchan ! Vous qui avez un emploi à temps complet à Marne la Vallée, vous serez ravi(e) d'un temps partiel dans une boutique de prêt-à-porter, avec « soirée » tous les samedis ! Comment peut-on imaginer que l'adéquation offre/demande d'emploi se réduit à une très simple formule magique ? Consternante argumentation !

AGGLOMÉRATION DU PAYS DE MEAUX

Emploi de manifestations

Le récent magazine du Pays de Meaux (mai 2010, dans toutes les bonnes boîtes à lettres !) nous informe que l'emploi est une « priorité absolue des élus de Meaux ». On peut y lire effectivement que l'on s'agite beaucoup pour créer des événements autour de l'emploi, sans pour autant en créer un seul ! Forum, salon, réunion d'information se succèdent pour permettre aux demandeurs d'emploi de retravailler leur CV, d'apprendre ce que c'est que le métier de chômeur, de se préparer à un futur, et lointain, entretien avec un agent de l'ANPE !

Le comble est certainement le COPE (si, si, ça s'invente !) c'est-à-dire le Contrat Opérationnel Pour l'Emploi. Il s'agit d'un de ces multiples dispositifs, qui se succèdent depuis 1989, « d'accompagnement » des demandeurs d'emploi. Citons au plan national : le Crédit Formation Individualisé, le programme PAQUE, TRACE, sans compter les TUC, CES, et contrats destinés à meubler l'attente d'un véritable emploi, qui ne vient pas. Dans une ville où le chômage a « explosé de 35 % » (Le Parisien 4 mars 2010), où le chômage des moins de 26 ans des quartiers Beauval et La Pierre Collinet a bondi de 28 % , comment peut-on s'enorgueillir d'avoir mis en place « l'accompagnement spécifique de 20 jeunes des quartiers par la Mission locale » ? Vous avez bien lu : « 20 jeunes », ce n'est pas une coquille. À venir grâce au COPE : des emplois ? non des forums et réunions d'information...

DÉJÀ DES PISTES

Des exemples d'entreprises intéressées par le parc circulent déjà. Le lot logistique serait acquis par une entreprise, non pas de logistique, mais loueuse d'espaces de magasinage. Une PME installée actuellement à Crécy et à Meaux, serait preneuse d'un local, si les aides publiques étaient suffisantes. On déplacerait ainsi des emplois, déshabillant Crécy pour habiller Meaux. Vous avez dit création d'emploi ?

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Bâtiments et consommation énergétique, doucement les basses !

Tympan du Tapage

Le moins que l'on puisse dire, c'est que Meaux n'est pas à la pointe du Développement durable. La municipalité ne peut toujours pas se prévaloir d'aucune initiative sérieuse dans ce domaine. Côté « privé » on peut penser que les choses vont bouger. Pourtant, ce n'est pas encore l'engouement.

Réglementation tardive

La définition de normes nécessite, pour leur mise en œuvre, un certain nombre de textes d'application. En 2005 on a vu apparaître les normes RT2005 (RT pour règlementation thermique) et BBC (Bâtiment Basse Consommation). Mais les décrets et arrêtés d'application n'ont été publiés qu'en 2007, 2008 et 2009. Ces règlements fixent les conditions techniques d'obtention des labels. Pour qu'une politique soit appliquée, cela ne suffit pas. D'autres dispositions, contraignantes ou incitatives doivent être prises. Ce n'est pas la contrainte qui a été choisie, concernant la construction, mais l'incitation, notamment par des exonérations fiscales. Là aussi, le compte n'y est toujours pas, et, à Meaux, on en est à annoncer des « Constructions de nouvelles générations », sans engagements formels sur les normes. À notre connaissance, deux programmes aujourd'hui se réclament de cette démarche.

Tapage
Journal bimestriel d'expression libre de la région meldoise
ISSN : 1969-2722
Dépot légal : Juin 2010
Directeur de publication :
Patrice Hemet
Édité et imprimé par : **Association pour la Promotion de l'Expression Libre dans la région meldoise** (APEL de la région meldoise), Association Loi de 1901, JO du 24 janvier 2009
Siège social : 20 rue Winston Churchill, 77100 Meaux
Courriel : contact@tapageameaux.fr

Prudence chez les promoteurs

On ne peut guère attendre des promoteurs immobiliers qu'ils se lancent dans le bâtiment écologique par pur souci de préservation de l'environnement. Il leur faut deux conditions : la première, que cela leur permette de faire au moins autant de profit qu'auparavant, la seconde que cela puisse devenir un argument de vente. Un Bâtiment Basse Consommation représente, selon un promoteur interrogé, un surcoût de 5 % environ. La conviction que ce surcoût peut être amorti en 5 ou 6 ans par la diminution des charges n'est pas suffisante. Il est attendu qu'il soit contrebalancé par des avantages fiscaux. Par exemple, la loi Scellier, dans sa deuxième phase, prévoit, pour un bâtiment « BBC » une défiscalisation de 25 % du prix de l'acquisition pendant 9 ans (dans la limite de 75 000 euros) si le logement est loué. Prévue pour s'appliquer dès le 1er janvier 2010, elle a été reportée d'un an. Elle doit figurer dans la Loi de Finances 2011 si ... le rabot gouvernemental ne passe pas sur cette niche. Cette incertitude explique sans doute qu'un promoteur annonce qu'il s'engage seulement dans une « démarche visant à l'obtention du label [BBC] validée à l'achèvement de la construction » !

Environnement meldois incertain

On construit beaucoup à Meaux. Certains programmes ont du mal à démarrer. Des immeubles actuellement en construction dans le cadre de la rénovation urbaine, sur le contingent de la Foncière Logement, sont d'un standing supérieur à ce qui a déjà été fait. Leur commercialisation est incertaine. Cela est vrai au niveau national. Le comité d'évaluation et de suivi de l'ANRU ne cache pas qu'il y a une grande incertitude les concernant. Si les prix inférieurs à la moyenne départementale des appartements de standing moyen ont intéressé des acquéreurs, il n'est pas certain que les tarifs pour des constructions aux normes environnementales attirent encore beaucoup d'acheteurs.

Meaux est une ville à la population globalement pauvre. 50% des ménages ont des revenus ne leur permettant pas de payer l'impôt. C'est de l'extérieur de la ville qu'il faut attirer les futurs propriétaires. L'argument écologique ne suffit pas. Surtout quand la commune elle-même ne donne pas l'exemple.

BBC

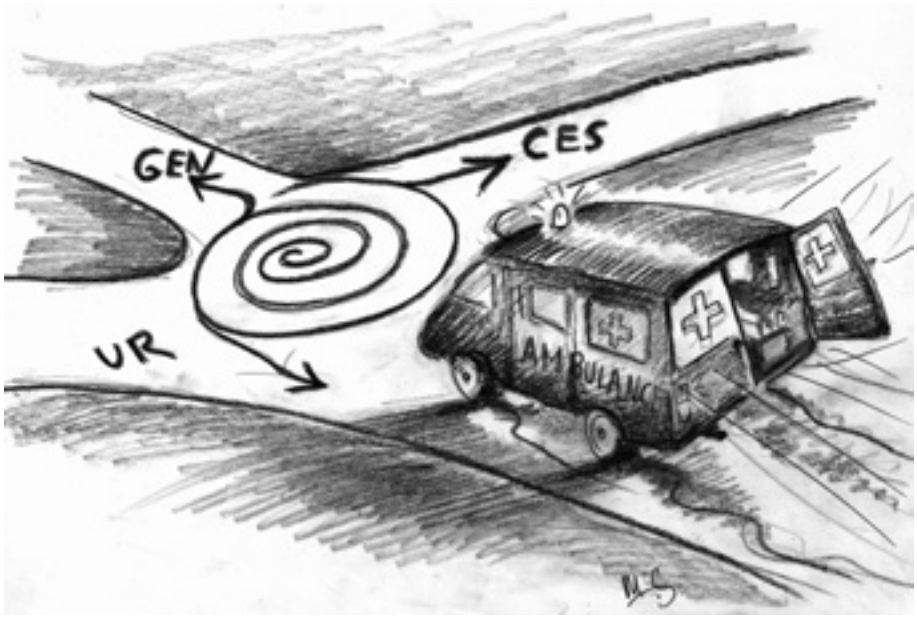
Inspiré du label suisse « Minergie », la norme française prévoit, pour les logements neufs, un maximum de consommation énergétique de 50 kilowatt/heure d'énergie primaire par mètre carré et par an.
Il s'agit là de la règle de base qui se décline notamment en fonction des conditions climatiques des zones d'habitation. Elle est différente également pour la rénovation.

Les usagers de l'hôpital public mobilisés en Seine-et-Marne

Charles Max

La loi Bachelot contraint à la polarisation de l'offre de soin sur certains sites. Dans le département, deux collectifs ont vu le jour qui défendent le service public hospitalier de proximité.

Dans le nord du département, le collectif santé de Lagny-Jossigny-Marne-la-Vallée se bat, depuis plus d'un an, pour le maintien d'activités de santé publique, accessibles à tous, sur le site de l'hôpital de Lagny/ Marne, en complémentarité avec la construction du nouvel hôpital de Jossigny. En effet, le financement de ce dernier était prévu par la vente des terrains occupés par l'hôpital de Lagny, ce qui aurait induit un accroissement des distances entre la population locale et l'offre de soin publique.



Peut-être une avancée au nord...

Sous la pression du comité de liaison du collectif et du conseil d'administration, il est envisagé de plus en plus sérieusement la création d'une annexe de l'hôpital à Lagny. La position de l'agence régionale de santé, qui a pour mission de veiller, avec le conseil régional, à l'équilibre des territoires, serait orientée vers la mise en place d'une solution mixte entre maison médicale de jour et maison médicale de garde de nuit, conventionnée en secteur 1, et assurant des actes de petite urgence.
Selon le collectif santé, encore faudrait – il prévoir d'autres annexes du même genre sur le Val-Maubuée pour assurer l'égalité des citoyens devant l'offre de soins, dans un département très étendu, où l'espérance de vie est une des plus faibles d'île-de-France.

Ne pas priver le sud

Dans le sud du département, c'est autour des urgences de l'hôpital de Melun que s'organise le second collectif Seine et Marnais. La municipalité a en effet signé récemment un accord de partenariat public /privé, qui a entrainé la fermeture des urgences après 18 heures. En cas de besoin, soit le patient est transféré à Montereau-Fault-Yonne, soit, s'il a une bonne complémentaire santé, vers une clinique privée.

Dans un bassin de plus de 300000habitants, il paraît difficile d'assurer la qualité du service public de santé pour tous quand l'Etat se désengage à ce point.

Pour en savoir plus :
collectif.sante.mlv@gmail.com

ENCORE UN "PETIT" HÔPITAL SAUVÉ

Après l'ordonnance du juge des référés du Tribunal administratif de Nîmes de juillet 2009 suspendant la décision de la Ministre de la santé de fermer la maternité de Valréas (Vaucluse), l' Association des petites villes de France, que préside Martin Malvy, Ancien ministre et Président du Conseil régional Midi-Pyrénées, se félicite de la décision du tribunal administratif de Nantes en date du 8 avril qui annule le refus de renouvellement d'exercice de la chirurgie ambulatoire de l'hôpital de Saint-Calais, dans la Sarthe.

L''APVF continue à soutenir toutes les initiatives locales ayant pour objectif le maintien des activités dans les hôpitaux de petites villes, et espère que cette décision marquera un coup d'arrêt au processus de démantèlement des petites structures hospitalières.

Coup de grisou dans l'école publique

Emmanuel Médard

Dans la compétition serrée qui met en concurrence les spécialistes de l'enfumage sémantique et des dissimulations langagières, le ministre de l'Éducation, Luc Châtel, vient de marquer des points.

Après sa prestation du 5 mai il est désormais en tête du peloton, à un boyau d'une autre pointure de la discipline : le porte-parole du gouvernement, Châtel Luc. Bref, aujourd'hui, il est en passe de remporter une étape importante du Critérium du plus talentueux bonimenteur ministériel.

Mais quelle échappée a-t-il osée pour ainsi se passer devant et se doubler lui-même ? Et bien, ce mercredi 5 mai, devant une tripotée de recteurs, les petits doigts sur la couture du pantalon, il a présenté un diaporama sur l'avenir de l'Éducation Nationale. Jusque là, rien que de très normal, mais là où il a innové dans l'art du mensonge par omission, c'est qu'il a réussi, durant tout ce diaporama, à ne jamais utiliser les termes qui, pourtant, fondaient toute sa démonstration : économie, "ratiboisage", déstructuration, atomisation... À la place de ces mots trop violents, c'est un feu d'artifice de métaphores qu'il a offert à une assistance médusée. "Gisement d'efficience" a ainsi remplacé la suppression programmée de postes d'enseignants, tandis que "mobilisation de certaines marges identifiées" ne voulait pas dire autre-chose. Mais, même en termes choisis, ce dorage de pilule n'a pas fait long feu et il semble que de désespoir, un haut fonctionnaire ou un recteur anonyme aient pris sur eux d' envoyer le diaporama à des traducteurs clairvoyants dont je vais vous livrer ici les conclusions... catastrophiques pour la rentrée 2011, tandis que celle de 2010 s'annonce simplement monstrueuse !

Ainsi la rentrée 2010 est placée sous les auspices les plus sombres, d'un cocktail de suppressions de postes par dizaines de milliers, agrémenté de la mise en place de la "masterisation". Pour beaucoup, cette "masterisation" n'était, jusqu'à présent, qu'un mot savant. En septembre elle va prendre corps : des étudiants vont sortir de la "Fac." et être envoyés directement dans des classes avec l'obligation de se former en parallèle. Les conséquences sont évidentes : difficultés, désillusions, "bordel" dans les classes, démissions, tensions, dépressions... Tout le monde le sait, et même les fonctionnaires d'autorité reconnaissent leurs inquiétudes en "off". Mais le ministère est le seul lieu en France où l'on pense qu'enseigner ne s'apprend pas. Exactement de la même façon qu'on feignait de croire que la remise en question de la carte scolaire allait résoudre les problèmes des inégalités scolaires et territoriales. Aujourd'hui les faits sont là : la ségrégation s'est accentuée mais on n'en parle plus. Et il y a pire : ces jeunes enseignants, à qui on prépare des années traumatisantes vont, en plus, dans les lycées, essuyer les plâtres d'une réforme dont personne ne veut, mais qui est imposée dès 2010, même si les programmes ne sont ni imprimés, ni publiés. Difficile dès lors d'expliquer que tout cela se fait pour le bien des élèves. Le but poursuivi de cette remise en cause de l'École Publique est évidemment la recherche de ces "gisements d'efficience", bref de cette volonté de réduire le nombre de postes au détriment de la qualité d'enseignement ! Quand on sait que les élèves de Seine-et-Marne étudient dans les classes les plus chargées de France..., cela devrait faire frémir nos concitoyens meldois.

Mais si on s'attarde sur les projets de rentrée 2011, le frémissement se transforme en tremblement nerveux. En effet, les leviers que Luc Châtel propose d'actionner pour trouver des gisements d'efficiences, dans deux ans, sont explicites : augmentation de la taille des classes, réduction du besoin de remplacement par le recrutement de contractuels non-formés, baisse de la scolarisation des élèves de 2 ans (pourtant bénéfique pour la réussite future des enfants des milieux défavorisés), "sédentarisation" des enseignants "hors la classe" (en clair, suppression des enseignants spécialisés) et, dans le second degré, multiplication des heures supplémentaires pour éviter de créer des postes.

Voilà ainsi les objectifs ambitieux d'un "vendeur de sent-bon" chargé de masquer la nauséeuse odeur des choix politiques gouvernementaux : "mobiliser les gisements d'efficience visant à respecter la contrainte du non remplacement d'un départ sur deux (pour la période 2011/2013), sans dégrader les performances globales".

BIG BROTHER AWARDS 2010

Encore une distinction pour Meaux

La liste des lauréats des Prix Orwell 2010, sanctionnant les pires atteintes à la vie privée, aux libertés publiques et individuelles, est longue. Les jurés ont exclu le plus attendu des Big Brothers, Nicolas Sarkozy, pour récidivisme chronique, mais ont "récompensé" les plus méritants de ses exécuteurs, qu'ils soient ministres, hauts fonctionnaires, élus locaux, entreprises, médias ou personnalités.
Résultat : dix trophées décernés pour cette 10ème édition des BBA !
Tapage a retenu dans la catégorie Orwell Localités :
D'abord le maire de Nice Christian Estrosi qui décroche la palme du pire élu local de ces BBA 2010. Il est le promoteur de la loi « anti-bandes » votée cette année, mais c'est pour sa volonté de faire de sa ville un laboratoire de la vidéosurveillance qu'il a été distingué (en projet, un réseau 600 caméras à Nice pour un investissement de 7,6 millions d'euros). Ses « dauphins » sont d'abord Francis Delattre et Sébastien Meurant, deux élus du Val d'Oise et le maire de Grenoble Michel Destot, qui s'est fait pincer en installant clandestinement des caméras-dôme sur le trajet habituel des manifs, anticipant sur la Loppsi2 qui prévoit que le préfet puisse procéder à de telles installations.
Et ensuite nominé Big Brother Awards 2010 : Jean François Copé, député Maire de Meaux.
Pour apologie de la vidéosurveillance, remise en cause du droit à informer par l'image lorsque cela concerne lui ou ses amis, et ignorance de la réalité des techniques de surveillance IP .

ESBLY

A quand le logement social à Esbly ?

Le groupe d'opposition « rassemblés à gauche » d'Esbly demande l'application des conclusions du rapport "Apparu".

Récemment, le secrétaire d'État au logement, Benoît Apparu, a remis un rapport au gouvernement.
Ce dernier se base sur les conclusions alarmantes de la fondation Abbé Pierre : il y a aujourd'hui, en France, environ huit millions de mal logés. Il recommande dès lors l'intégration de 30% de logements à loyers modérés dans toute construction immobilière.
Lors du dernier conseil municipal (4 février) l'opposition a questionné la majorité municipale UMP sur cette problématique. Aucun engagement n'a été donné. Il est vrai que Monsieur Copé, poids lourd de l'UMP dans le secteur, donne un bien piètre exemple de politique du logement, qui consiste à détruire quantité d'habitats sociaux sans se soucier de reloger les populations les plus humbles.
On ne saurait trop insister sur le fait qu'aujourd'hui, avec un taux de chômage frôlant les 10 %, l'explosion du travail à temps partiel, la féminisation de la précarité (80% des salariés précaires sont des femmes...) la solidarité, notamment au niveau du logement, est indispensable.

DU COQ À L'ÂNE

Parc économe

après avoir perdu sa brigade équestre, le Parc du Pâtis, à Meaux, n'a plus de plan ! Le promeneur soucieux de ne pas s'y perdre ne dispose plus que d'un A3 de qualité médiocre. Il se murmure que le dépliant, précédemment édité par la Mairie, ne sera pas réimprimé. Sur papier glacé, il coûtait trop cher ! Proposons la visite sur un pied, pour économiser une chaussure sur deux !

hé, L'auvergnat

Brice Hortefeux, ministre de l'Intérieur de notre gouvernement sarkozyste a été condamné en 1ère instance à une amende et à une indemnité à la victime de ses propos racistes de l'automne dernier.Dans tout gouvernement normal, c'est à dire démocratique et républicain, on lui demanderait de démissionner. Mais Sarkozy s'accommode très bien d'un ministre de l'intérieur raciste. Sarkozy se moque de la justice de son pays.
C'est tout de même étonnant de piétiner les valeurs de la République qu'on est censé représenter.
Etonnant ? Pas dans la République bananière de Sarkozy ! Ce n'est d'ailleurs pas la première fois qu'il nous piétine et probablement pas la dernière. Encore 2 ans ! C'est long !

Toujours pas d'impôts pour Unilever

Le groupe agroalimentaire a mis en place une société basée en Suisse, dans laquelle on ne brasse que de l'argent. Des profits imposables de près de 200 millions y partent chaque année.
Bon, d'accord, ce n'est pas moral. Mais c'est simple et légal : alors pourquoi s'en priver ? Unilever, en tout cas, ne se gêne pas. D'autres groupes agroalimentaires, comme Kraft ou United Biscuit, ont depuis emboîté le pas.

DÉMOGRAPHIE

Retraites : l'enfumage libéral

Buster Salgan

Dans les mois à venir la question des retraites va être le terrain principal d'un rapport de forces qui préfigure celui de l'élection présidentielle de 2012 et des élections présidentielles. Tapage s'intéresse ici à la stratégie classique qu'activent les libéraux sur ce front, la fameuse manœuvre dite de l'« enfumage généralisé »

Qu'est ce qu'un enfumage ?

La notion d'enfumage recouvre différentes pratiques. On peut enfumer des tableaux pour leur donner une apparence trompeuse, enfumer une ruche pour calmer des abeilles un peu virulentes, enfumer du gibier pour l'obliger à sortir de son terrier et, d'une façon générale, enfumer un de vos congénères en cherchant à le mystifier par des paroles ou par des actes. Toutes ces approches conviennent parfaitement pour illustrer la position libérale sur la question sensible des retraites.

La capitalisation a du plomb dans l'aile avec nos chers assureurs et banquiers, obligés d'appeler les États à l'aide. Alors il faut lui redonner l'apparence trompeuse de la solidité et inciter les citoyens à lui confier leur épargne et leur retraite en toute tranquillité. Derrière la fumée : les pertes enregistrées par les fonds de pension de la zone « OCDE », soit la bagatelle de 5.400 milliards de dollars (!), principalement dans les pays où, ces mêmes fonds de pension, étaient censés assurer la protection sociale à leurs actionnaires. Et, derrière ces chiffres, combien de centaines de milliers de personnes âgées précarisées, contraintes à retravailler, à vendre leurs biens ou à sombrer dans une pauvreté indigne ?

Gare à la dette

Les classes populaires, telles des abeilles par temps d'orage, auraient une légère tendance à l'énervement. De nombreux mouvements sociaux se forment dans les entreprises, des manifestations rassemblent régulièrement des centaines de milliers de personnes qui entendent préserver des acquis sociaux fondamentaux (comme, par exemple, le départ à la retraite à 60 ans). Alors là aussi il faut enfumer avec un nouveau gaz anesthésiant : la dette. Vos demandes sont irresponsables, elles vont creuser la dette. Vous avez vu les Grecs ! En oubliant de dire que cette dette à été politiquement construite par un tarissement orchestré des recettes sur fond de défiscalisation massive, de niches fiscales en tout genre, de chômage organisé et de déflation salariale appuyée sur la concurrence.

Tout épargner

Jusqu'à une époque très récente les citoyens français avaient une grande confiance dans leur modèle social, hérité de l'après guerre, et dans leur système de retraite par répartition. Mais, pour les classes dirigeantes et le «FMI» (un de ses organes favoris) il faut « forcer les gens à épargner pour leur retraite, en orientant les fonds vers les investissements dans le secteur privé » ; ou encore « un système de retraite par répartition peut déprimer l'épargne nationale parce qu'il crée de la sécurité dans le corps social ». Il faut donc obliger les gens à sortir leur argent de leur tanière en les enfumant par la peur, la défiance, la crainte d'une décote massive de leur retraite par répartition.

L'objet à cacher : une mesure de bon sens

Mais autant de fumée ne serait pas nécessaire s'il n'y avait pas un objet simple et précieux à cacher, à détourner à toute force de notre regard et de notre raisonnement. Cet élément simple de bon sens est le suivant :

La part de la richesse nationale que nous devons consacrer aux personnes à la retraite doit évoluer logiquement en fonction de notre démographie. Elle était de 5 % en 1970, elle est de 12 % aujourd'hui, elle sera environ de 20 % en 2050. Mais la richesse globale produite par notre pays (P.I.B) augmente chaque

année (la fameuse croissance). Donc, si la richesse restante (80 %) est politiquement contrôlée et justement répartie, les actifs ne seront absolument pas lésés.

La fumée libérale habituelle : la concurrence

Si vous tenez ce discours de bon sens à un fervent libéral, vous allez constater quelques stigmates caractéristiques. L'œil inquisiteur et le menton arrogant il commencera, comme la députée Chantal Brunel, par balayer l'argument d'un revers lapidaire : « Alors vous voulez augmenter les cotisations sociales et tuer l'emploi dans un contexte déjà si difficile ! ». La marche à suivre est simple : attendre que sa tension baisse et reprendre posément. « Ce qui relie la hausse des cotisations à la pénalisation de l'emploi c'est la concurrence libre et non faussée, si chère à notre Union Européenne ». Rappelons-nous les propos de l'ancien directeur de la Bundesbank, en 1999, qui estimait q' « il fallait de la concurrence entre les systèmes fiscaux, tout comme entre les systèmes de protection sociale nationaux ». C'est donc ce principe et cette institution qu'il faut remettre en cause. À ce niveau de la discussion, vous assisterez alors certainement à un « décrochage » de votre interlocuteur. Vous avez attaqué la parole sacrée du libéral, sa bible, son coran. Vous êtes excommunié !

Pseudo-experts et leur "COR" aux pieds

Pour bien enfumer, il faut des enfumeurs. Tout spectateur occasionnel de télévision un peu averti peut facilement les repérer. Qu'ils s'appellent Attali, Minc ou « Tartempion » on les reconnaît à un discours formaté sur la gravité de la dette publique, ponctué de « On ne pourra pas continuer comme ça ! On va vers une crise majeure ! Nous vivons au-dessus de nos moyens ! Il faut réduire nos déficits publics ! ».
Mardi 8 juin sur Fr3 il était instructif d'écouter une certaine Agnes Verdier-Molinié, directrice de la Fondation « IFRAP » (Institut Français pour la Recherche sur les Administrations et les Politiques publiques) fondé en 1985 sur le modèle des « Think-Tanks ». Sa virulence envers l'ensemble de la fonction publique (enseignants en particulier) était telle qu'elle faisait prendre Dominique De Villepin pour un gauchiste !

À leur service, drapé dans une soi-disant indépendance, le « COR » (Conseil d'Orientation des Retraites) qui compte 38 représentants - placé en fait sous l'autorité du Premier ministre - il abrite des « UMPistes » dévoués, des apologues du « MEDEF » et des camarades de la Révolution Libérale... Bref, leur confier le soin de tracer des perspectives pour les retraites, c'est un peu comme confier la gestion d'un fonds de pension à l'équipe des rédacteurs de « Tapage », ou la préservation de la laïcité à l'« Opus Dei ».

Une grosse part d'un gros gâteau

À ce stade de la réflexion on peut se demander d'où vient cet acharnement à affaiblir un système qui a montré son extraordinaire efficacité sociale - il suffit, pour les moins jeunes, de se rappeler la situation des personnes âgées avant la guerre - auquel la grande majorité de la population est très attachée, et qui est parfaitement viable à long terme.

Et là, il faut faire de la politique et comprendre deux raisons essentielles :
La première est structurelle.
La retraite par répartition représente en France un très gros gâteau (environ 170 milliards d'euros) - qui échappe aux marchés financiers et à leur logique d'actionnaires de distribution massive de dividendes (plus de 80 milliards d'euros en 2009) - et de spéculation en tout genre. Nos chers assureurs, banquiers, financiers trépignent d'impatience devant une telle manne qui leur échappe pour de vulgaires raisons, complètement archaïques à leurs yeux, de service public et de démocratie.

La deuxième est plus conjoncturelle.
Elle explique la précipitation avec laquelle ce dossier est traité par les classes dirigeantes et elle est liée à la crise.

Le sommet européen de Bruxelles, du 7 au 9 mai 2010, a vu la mise en place d'un « mécanisme européen de stabilisation » d'un montant de 750 milliards d'euros (500 milliards garantis par l'« UE » et 250 par le « FMI »)
Il ne s'agit pas ici d'aider les États en difficulté mais, tenez vous bien, de rassurer les marchés financiers sur celui dit « secondaire », celui que les opérateurs privés organisent avec leurs créances, comme ils l'ont fait avec les fameux « subprîmes ». Les pauvres ! Ils commençaient à être inquiets de la solvabilité des États qu'ils avaient eux-mêmes contribué à ruiner ! Mais ce n'est pas suffisant. Pour rassurer pleinement nos braves banquiers, il faut encore leur promettre que les États vont engager une cure d'hyper austérité, c'est-à-dire baisser les dépenses publiques (par exemple les salaires des fonctionnaires) et, en particulier pour un pays comme la France, les retraites par répartition.

Une opération de chantage

Autrement dit, cet affaiblissement de notre système de protection sociale est l'un des nombreux cadeaux fait par la classe politique aux marchés financiers. En contrepartie, ceux–ci s'engagent à atténuer leurs agressions sur les États les plus endettés, qui pourraient provoquer des dégâts irréversibles sur la zone euro, et sur l'« UE ».

Ce chantage - appelé pudiquement « conditionnalité du soutien », variante du sinistre « ajustement structurel » cher au « FMI » - a été cruellement illustré par un communiqué de presse du Conseil extraordinaire des chefs d'Etat de la zone euro (9 et 10 mai) : - « Nous saluons sans réserve l'engagement du Portugal et de l'Espagne vers de nouvelles mesures d'assainissement pour 2010 et 2011 » - Une fois traduit cela donne : « Soyez sympas Messieurs Les Marchés, ne vous acharnez pas sur ces deux pays. Regardez, ils sont dirigés par des bons socialistes. La preuve : ils viennent de décider d'abandonner leur souveraineté et de saigner durablement leur peuple, c'est quand même un gage de bonne volonté ! »

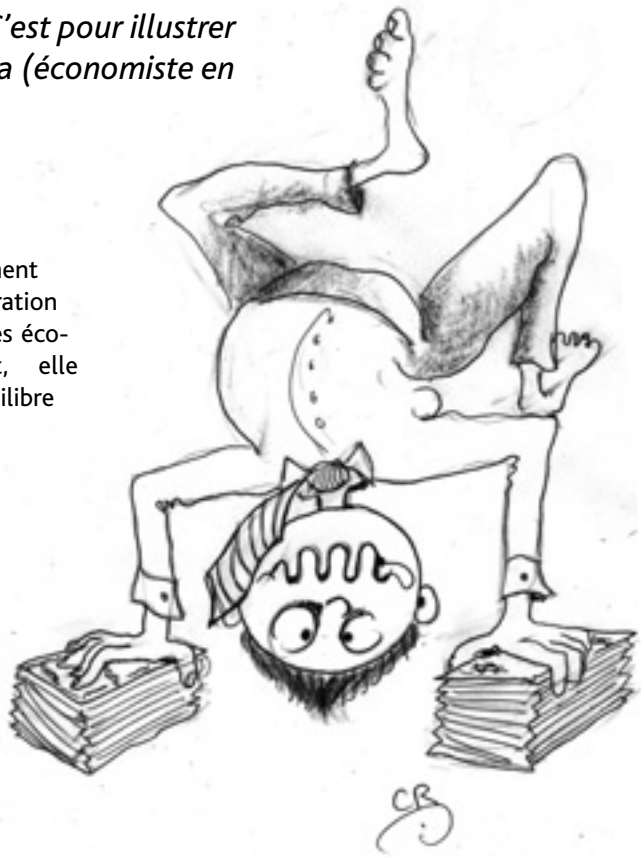
Quel degré de cynisme devra-t-on encore endurer avant de renvoyer définitivement la bande du « Fouquet's » à la retraite ?

C'est aux républicains de le dire !

PAROLE D' ÉCONOMISTE

“la sphère politico-financière marche aujourd'hui sur la tête”

“les plans de sauvetage de la planète financière qui ne traitent que les conséquences des excès de la finance virtuelle des marchés secondaires, ne résolvent absolument rien des questions de fonds.” C’est pour illustrer cette aspect fondamental de la crises que Pascal de Lima (économiste en chef au sein d'Altran Financial Services et enseignant à Sciences Po) nous propose de découvrir “le vrai coté obscur de la finance”



Traiter les conséquences

"L'actualité financière récente nous offre trois exemples de plans de sauvetage qui prouvent que la sphère politico-financière marche aujourd'hui sur la tête. (...) Nos responsables politiques passent leur temps à traiter les conséquences de la crise économico-financière (faillites bancaires, banqueroute de la Grèce, chute de l'Euro) plutôt que l**es racines du mal : l'existence d'un marché secondaire de la renégociation, continu et sans limite.**

Il n'est pas question ici d'incriminer les marchés financiers d'introduction en bourse ou marchés primaires à cotation unique : les fonds structurés permettant de renforcer la solvabilité des banques ni l'émission des dettes souveraines permettant d'obtenir le financement nécessaire au développement des économies, ni enfin, les cotations des monnaies indispensables au développement du commerce international.

Le vrai problème est celui de l'interdépendance des marchés financiers secondaires avec les banques et les Etats ! Il est tout à fait logique que l'irrationalité absolue de ces marchés secondaires vienne perturber le système économique à trois niveaux : Premièrement, cette irrationalité perturbe la crédibilité des banques indépendamment de leurs fondamentaux. Deuxièmement, elle perturbe aussi l'appréciation que peuvent se faire les agences de notation de la vraie solvabilité des États, indépendamment de toute prise en considération des paramètres et données économiques.Troisièmement, elle perturbe les bases et l'équilibre des monnaies. “A-t-on oublié que Georges Soros avait à lui seul fait trembler la banque d'Angleterre et sa livre sterling par de multiples opérations sur le marché secondaire des changes en 1992”. Rappelons ici qu’il en a tiré plusieurs milliards de gains... tel un cafard sur un roobeef !

Assainir l’ensemble du système

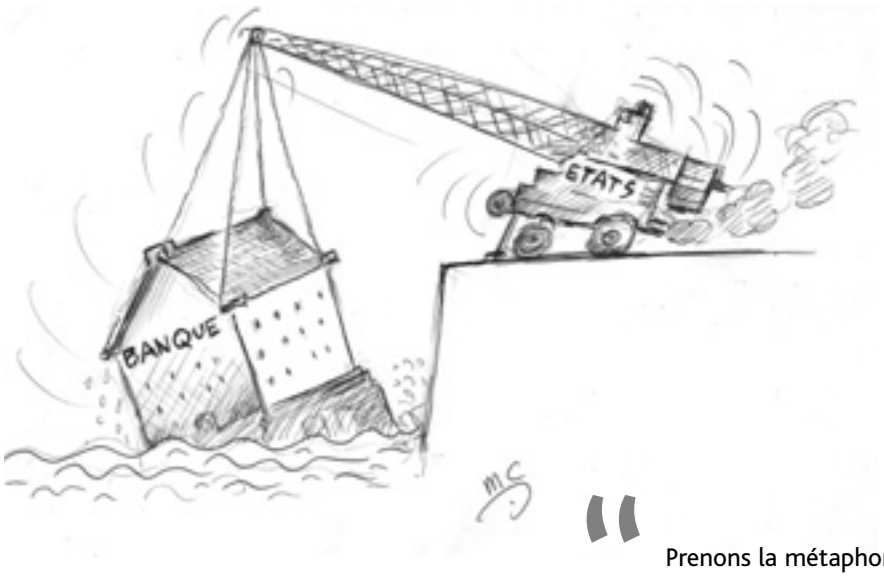
L'origine de la crise financière réside bien dans les marchés continus secondaires qui devraient donc faire l'objet d'une régulation. À ce titre il eut été judicieux d'intégrer l'ensemble de ces opérations dans des plateformes de marchés organisés pour, le cas échéant, prélever une taxe croissante et progressive indexée sur le nombre de renégociations opérées, qu'il s'agisse de produits dérivés, de bonds d'État ou même d'une monnaie !

On évite ainsi le principal écueil du système ! En effet, **la seule réponse actuellement donnée à la crise financière consiste à dilapider des milliards d'euros dont on sait très bien qu'ils reposent en grande partie sur l'effort fiscal des contribuables.** Ces plans de sauvetage de la planète financière, qui ne traitent que les conséquences des excès de la finance virtuelle des marchés secondaires, ne résolvent absolument rien des questions de fonds. C'est donc vers les marchés secondaires qu'il faut intervenir pour réguler et exiger un effort fiscal pour ensuite tenter d'assainir l'ensemble du système par des politiques keynésiennes. Or il semblerait qu'aujourd'hui ce soient les contribuables qui participent le plus directement au retour de la confiance sur les marchés financiers."

Article paru dans le Monde.fr le 26 mai

POLÉMIQUE

A-t-on raison de sauver les banques ?



"NON! car pour moi, l'argent public doit aller à des entreprises publiques et l'argent privé à des entreprises privées. Une autre voie possible est que l'Etat fonctionne comme une entreprise privée et dans ce cas, il faut que les banques remboursent le prêt d'Etat au même taux que les prêts des banques aux Etats.
Logique non?"

Manuella Fuster

"En intervenant pour sauver les banques menacées de faillite, les États les ont assurées qu'ils ne les abandonneraient jamais, qu'ils les sauveraient toujours. Comme un pécheur absout au sortir du confessionnal, elles savent qu'elles peuvent recommencer leurs coupables agissements. Alors, nationaliser les banques, oui, garantir l'impunité non."

Tympan du Tapage

"Prenons la métaphore routière qui est toujours très parlante en politique. Un chauffard se blesse dans un accident qu'il a lui-même provoqué. En premier lieu, dans une république, le droit n'est pas subordonné au devoir. De la même façon qu'un criminel garde (théoriquement) des droits en prison, le chauffard garde des droits élémentaires dont celui de se faire soigner. Donc la banque et ses dirigeants ont le droit à un soutien des pouvoirs publics pour éviter en particulier le « sur-accident » : la faillite généralisée de ses clients. Mais dans une même perspective, le comportement du chauffard doit être soumis à la justice. Le chauffard doit être sanctionné. On le contraint à indemniser les victimes et, au moins pendant un certain temps, on lui retire son permis. Ces deux approches (continuité des droits et soumission à la justice) sont les fondamentaux de l'idée républicaine, par opposition aux conceptions monarchistes, cléricales, oligarchistes ou communautaristes.

Dans le cas qui nous occupe il est malheureux de constater que les chauffards ont repris la route sans aucune contrepartie. En effet, les banques n'ont pas payé pour leur dérapage et l'État n'a pas exigé de prendre -ne serait-ce qu'en partie - le contrôle de leur gestion.

Il est à craindre que, forts de cette impunité, ils ne continuent leurs exactions spéculatives... et ne provoquent d'autres accidents financiers !"

Buster Salgan

"On a eu probablement raison de sauver les banques MAIS en même temps puisqu'elles se montrent incapables de voir plus loin que leurs profits, il FALLAIT en profiter pour les nationaliser.
Est-il raisonnable, et tout particulièrement en temps de crise, de laisser des escrocs faire ce qu'ils veulent en toute quiétude sans que les pouvoirs publics n'interviennent. Est-il raisonnable de se faire gouverner par les pouvoirs de l'argent quand ceux qui ont ce pouvoir sont devenus fous et jouent avec le feu sans aucun souci de l'intérêt public pourvu qu'ils y aient un intérêt financier à court terme mais à court terme seulement parce que ça pourrait ne pas durer et c'est ce que je souhaite ardemment. Mais ce n'est certainement pas sous le règne du sarkozysme qu'on arrêtera la folie des banquiers, ils étaient tous au Fouquet's !."

Françoise

L'ETAT FRANÇAIS ENDETTÉ

Quand la "ménagère surendettée" a sauvé les banques

Léon le Bourdon

Il faut quand même une sacrée dose de culot aux aboyeurs libéraux pour nous assener sans répit (en utilisant la métaphore pitoyable de la « ménagère surendettée ») que vous et moi avons vécu au dessus de nos moyens depuis plusieurs dizaines d'années. La malhonnêteté de l'analyse n'a d'égal que l'aplomb avec lequel elle est avancée car enfin, si l'on veut parler sérieusement du budget de l'État, il ne peut suffire de se lamenter, façon pleureuse, sur les dépenses publiques, mais bien d'expliquer ici sincèrement la baisse considérable des recettes...

Des dépenses stables

Sur le plateau des dépenses de l'État, il est inconcevable d'avancer que des dépenses nouvelles soient venues s'ajouter récemment, tant les renoncements sont nombreux : non remplacement d'un fonctionnaire sur deux (santé, police, enseignement, justice...) ; transfert de charges aux collectivités (RSA, allocations invalidité vieillesse...) sans compensations financières équivalentes) ; déremboursements constants de médicaments . Cette longue liste permet en tout cas d'affirmer haut et fort que l'État, depuis quelques années, cherche par tous les moyens à réduire ses dépenses en direction de ses citoyens. Nos chers services publics sont ainsi sans cesse priés de faire plus avec moins.

Des recettes en berne

Avant d'évoquer la crise financière de 2008 et ses conséquences dramatiques pour les budgets de chaque État, regardons un peu plus en arrière. Depuis les années 80 la mondialisation des échanges avance à grand pas, tenue par la main par nos décideurs politiques. Elle s'est accompagnée d'une profonde mutation de la sphère financière : d'abord la libéralisation des marchés financiers (par exemple par l'abrogation du Glass-Steagall [Act, (1)] qui avait été créé en 1933 à la suite de la crise de 1929 et avait instauré une incompatibilité entre les métiers de banque de dépôt et de banque d'investissement ; ensuite la dérégulation financière et la complexification des instruments financiers, accompagnés d'une dématérialisation des échanges qui ont favorisé l'activité spéculative et conduit la sphère de la finance à dominer l'économie réelle, puis les États (illustrés diaboliquement par la crise actuelle de la dette des États européens). Aujourd'hui, sur notre planète, il se gagne autant d'argent dans la sphère financière que dans l'économie réelle. Il y a 20 ans, cette proportion était de 20%. Rappelons que ces revenus échappent quasiment à tout impôt dès lors que la plus grande partie est « off-shore ». Parallèlement aux marchés financiers, le monde de l'entreprise s'est profondément modifié : il s'est mondialisé. Les fusions et acquisitions, fruits de la globalisation de l'économie, ont abouti à la constitution de sociétés transnationales (selon le Rapport 1996 de la CNUCED [Conférence des Nations Unies sur le Commerce Et le Développement], quelques 40.000 Sociétés TransNationales [STN], avec leurs 270 000 filiales, contrôlent l'économie mondiale, dont les 200 premières assurent 27 % du PND mondial. On sait désormais que ces sociétés, grâce au principe des filiales, ont la possibilité de

déclarer une grande partie de leurs bénéfices dans des places financières opaques « les paradis fiscaux ».
Il apparaît alors assez clairement que la majeure partie de se qui se gagne sur la planète n'est plus assujetti à l'impôt. Ce qui veut dire que les États doivent apprendre à financer leur budget autrement. En clair, il ne leur reste que les revenus déclarés par les entreprises sans filiales, et les citoyens qui n'ont pas la faculté de domicilier leur compte à Las-Vegas... (ou à faire gonfler la dette !)

A cette situation budgétaire périlleuse est venue se rajouter la crise financière et ses dégâts dans l'économie réelle. Elles vont peser lourd dans les dépenses publiques puisque les entreprises, qui n'ont pas été asphyxiées, auront moins de recettes (et paieront donc moins d'impôt) et que les prestations chômage vont nécessairement augmenter. Ajoutons-y les mesures prises pour relancer la croissance et l'on comprendra aisément que le budget va se retrouver face à un trou...
Alors en vouloir sans cesse à cette pauvre ménagère qui n'a pas d'autre faculté que de s'endetter pour continuer à nourrir sa famille... ça fini par énerver !

NOTES
(1) Glass-Steagall Act, : http://fr.wikipedia.org/wiki/Glass-Steagall_Act

LA LETTRE D'AMNESTY

Envoyez un message de solidarité à Aung San Suu Kyi à l'occasion de son anniversaire le 19 juin 2010

Il y a plus de 1 850 prisonniers politiques et prisonniers d'opinion au Myanmar, ex-Birmanie (voir note). Parmi eux, Daw Aung San Suu Kyi est l'une des plus connues.
Cofondatrice du principal parti d'opposition (la Ligue Nationale pour la Démocratie [« NLD »]), elle est également l'une des personnalités politiques et l'une des militantes des droits humains les plus connues du pays.

Depuis 1989 elle a fait l'objet de plusieurs mesures de détention (non officielles), d'assignation à domicile, et son parti a été soumis à des restrictions – autant de mesures visant à empêcher Aung San Suu Kyi de devenir la dirigeante du Myanmar. Elle se trouve en résidence surveillée depuis le mois de juillet 2003.

Aung San Suu Kyi est également membre du groupe « The Elders » mais, son placement en résidence surveillée l'empêche de participer aux activités internationales de ce groupe visant à célébrer et à promouvoir le 60ème anniversaire de la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme (« DUDH »). Son absence prolongée est un signe fort, rappelant que la répression se poursuit au Myanmar et qu'il faut agir pour que les droits humains deviennent une réalité.

Pour agir :
www.isavelives.be
Note : le 18 juin 1989 le nom officiel de la Birmanie, en anglais, a été changé en Myanmar par le pouvoir dictatorial des généraux, mais ce changement controversé n'est pas reconnu par l'opposition politique et plusieurs pays anglophones, ni par un voisin comme la Thailande.
En français, l'usage oral du mot Birmanie reste majoritaire L'usage oral et écrit des adjectifs myanmarais et myanmaraise est rarissime. Le nom officiellement utilisé par l'Organisation des Nations unies ou la Suisse est Myanmar, tandis que la France ainsi que le Canada utilisent le nom Birmanie (néanmoins, les médias canadiens, belges et français utilisent indifféremment Birmanie et Myanmar)

DU COQ À L'ÂNE

Se mordre la queue...
"Bref, si l'Espagne ne fait rien (pour réduire son déficit) sa dette augmente, et sa notation baisse. Si l'Espagne prend des mesures d'austérité et réduit son endettement, sa croissance diminue et on baisse également sa notation. Nous sommes en plein délire. Quoi que fasse l'Espagne (ou tout autre pays) sa notation baisse."
Voilà comment Georges Ugeux, (Ex Executive Vice President International du New York Stock Exchange.) résume la situation créée par la toute puissance des marchés sur les Etats.
http://finance.blog.lemonde.fr/

Nécro-logique
Entendu lors de la réunion de présentation du chantier de rénovation du Faubourg Saint-Nicolas, à Meaux, le 3 juin : une responsable du magasin de Pompes funèbres affirma que la gêne occasionnée par les travaux allait « tuer le commerce » ! Elle ne fut pas consolée d'apprendre que les réseaux seraient enterrés !

WEB-PAGES

Réforme des retraites : l'autre solution
"Y a-t-il un choc démographique ? Oui, répond le document d'orientation. Non, a répondu à plusieurs reprises le Conseil d'orientation des retraites (COR)"
Lire tout l'article :
http://aldoranderebelle.blogspot.com/

Pour un « Greenpeace de la finance »
Un appel émanant d'un groupe de parlementaires européens à Bruxelles.
Lire tout l'article :
http://www.pauljorion.com/blog/

la fac rend gros...

Au Lycée tout était fait pour que tu sois mince et en bonne santé, dans les distributeurs de l'eau minérale et des pommes, bref, rien pour combler le petit creux de "quatre-heure" d'une/un adolescent(e) en pleine croissance comme toi.

Nina Waldof

Arrivé(e) à la « Fac. » tu découvres - avec émerveillement - le contenu des distributeurs : Cool ! Des Haribos ; des Kinder ; du Coca ; des Chips ; et même du Toblerone ; des Rochers Suchard avec des petits bouts de macarons ! Parfait pour le petit creux de « quatre-heure » et aussi celui de dix-heures ; de « midi-moins-le quart » ; de deux-heures-et demie et de six heures !

Bien sûr, pour le repas de midi, tu es également comblé(e) par la Cafète :
Au menu, des frites (matin, midi et soir, tous les jours !) Et si tu veux changer, y'a aussi des pâtes et des Paninis. Tu peux recouvrir allègrement le tout de Ketchup et Mayo. à volonté (dans des barils de 3 litres !) Bref, c'est la folie gastronomique. Pendant 3 mois tu n'as jamais été aussi heureux/(se) de manger à la cantine !

Mais une fois l'euphorie des premières semaines passées, tu découvres les effets secondaires de la nourriture ultra-calorique : ben oui ! Il n'y a plus beaucoup de Jeans qui te vont ; tu t'endors à tous les cours de l'après-midi pour digérer ; et, le retour debout dans le métro, avec les arrêts brusques, est plutôt sportif pour ton estomac.

Après le Nouvel-an c'est ta nouvelle bonne résolution : manger sain à la « Fac » ! Et là, les ennuis commencent...

Alors à la Cafète on oublie. On va essayer de trouver un bon resto « U » pas cher. Plus de choix ? Parfait ! Sauf qu'après un petit tour sur le site du « CROUS » tu peux découvrir, avec joie, que le plus proche est à 25 minutes de métro : ce qui fait 50 minutes aller/retour. Un petit coup d'œil sur ton emploi du temps : Ah ! Oui, la pause ne dure que 45 minutes... Bon, alors, le resto « U » on oublie... Allons plutôt explorer les alentours pour trouver quelque chose de plus sain à manger.
5 minutes de marche et là, premier resto : un « Mac Do ! ». C'est pas cher, c'est pas loin, c'est parfait... Ah non ! En fait, c'est pas très sain non plus, même si la couleur de l'enseigne a été changée pour faire plus Bio., l'odeur de la friture te saisis « les tripes » au bout de 2 minutes de queue.
Courageusement tu te remets dans ta quête de l'endroit parfait pour soulager ta faim et, 15 minutes plus tard tu trouves enfin un « japonais » ! Ça tu le sais, tous les magazines le disent : c'est diététique, c'est léger et c'est très hyper en plus ! Tu te régales de 4 Sushis et 2 brochettes avec, en plus, la conscience tranquille. Enfin je mange bien, je me sens tout de suite dix fois mieux ! Allez, on va être en retard en cours. Il faut payer... 15€ mes 4 Sushis, vous êtes sûr ? Ah !, c'est les prix parisiens ? Bon, va vraiment falloir songer à trouver un petit boulot pour arrondir les fins de mois...

L'après-midi se passe vraiment mieux : premier cours, tu es super attentif(ve), tu participes ; tu prends tes notes avec agilité ; tu comprends tout. Ah ! Manger sain, ça change tout... Et au bout de 30 minutes tu entends un bruit.
Mais c'est mon ventre qui gargouille comme ça ? Mais je suis affamé(e) en fait ! Les Sushis c'est bon, c'est « light », un peu trop « light... » même !
Désespéré(e) tu capitules et décide de prendre ton petit « Tupperware » avec ta bonne nourriture saine, pas chère et pas parisienne. De chez toi...

Pour ton anniversaire tu sais quoi demander comme cadeau : un « Tupperware »..., qui ferme !

LES AVENTURES DE L'ALBA /2

A l'épreuve des faits

Désiré Goghnot

L'ALBA, ce marché commun altermondialiste réunissant les pays « bolivariens » d'Amérique Latine, évoqué dans le dernier « Tapage », voilà qui est bien beau en théorie. Mais résiste-t-il à l'épreuve des faits ? Eh bien oui. Lisez plutôt ces quelques exemples.

Pétrole hors profits

« Petro caribe », l'alliance pétrolière des pays de l'ALBA, en est peut-être la meilleure preuve. Elle naît d'un constat : les bateaux pétroliers étrangers qui rachetaient le pétrole vénézuélien et le vendaient aux pays voisins réalisaient des bénéfices indus. En se débarrassant de ces intermédiaires parasites, les pays concernés parviennent, à partir de 2005, à réduire sensiblement le prix de vente du pétrole. Par ailleurs, le Venezuela accorde aux membres de l'Alba des conditions préférentielles : possibilité de paiement à long terme, avec un taux d'intérêt très faible, remboursement partiel sous forme de produits agricoles (riz, sucre, bananes) ou de services. Deux illustrations : le Venezuela fournit au Nicaragua 40.000 barils de pétrole par jour pour un montant inférieur de moitié à l'ancien prix. Et il en envoie 100.000 à Cuba, contre... des médecins, particulièrement bien formés chez Castro, et faisant cruellement défaut au Venezuela (le chiffre généralement avancé, et qui paraît difficile à croire, est de quarante mille médecins !)

Primauté de l'éducation

L'analphabétisme est en net recul. Des programmes d'alphabétisation efficaces, engagés par l'ALBA, ont déjà permis de déclarer le Nicaragua et l'Equateur « Territorios libres de Analfabetismo ». Par ailleurs, en matière d'éducation, des projets internationaux concrets voient le jour, comme la création de l'UNIALBA, université dont la vocation est, dans chaque pays, de fournir des ingénieurs et techniciens qualifiés pour travailler dans les entreprises « gran nacionales » de l'ALBA.

Monnaie de sucre

Le sucre, cette monnaie virtuelle propre aux pays de l'ALBA – qui ne sert que pour favoriser l'intégration des différents pays qui la composent, ou pour subventionner des projets à caractère solidaire – a commencé à être utilisée cette année ; la première transaction payée en sucres a eu lieu en février, lorsque Cuba a acheté quelques tonnes de riz au Venezuela.

Récemment, et sous l'égide de l'ALBA, l'Equateur a refusé de rembourser une partie de sa dette (trente pour cent précisément, considérés comme abusifs et illégitimes par le gouvernement du président Correa) Un projet sympathique envisage de réunir tous les pays de l'ALBA, tributaires de la dette, en un « Club des endettés » qui, à l'instar de l'Equateur, réévaluerait les remboursements sur des critères « légitimes ».

Présence internationale

Les présidents des pays de l'ALBA n'hésitent pas à exercer des pressions salutaires au cours des réunions internationales : lors des sommets de l'O.E.A., le blocus contre Cuba est systématiquement dénoncé, de même que le sort injuste, réservé à la coca (plante médicinale traditionnelle des Andes) et considérée comme une drogue dure par les États-Unis à cause de son accointance avec la cocaïne. On se rappelle aussi l'intervention d'Evo Morales au sommet de Copenhague quand le président bolivien a demandé un référendum international sur la préservation de la planète.

Réserves

Tout n'est pas rose cependant dans le monde de l'ALBA. On peut, par exemple, s'inquiéter de l'adhésion indéfectible et régulièrement réaffirmée des pays membres à la « Révolution Islamique en Iran » et à « Ahmadinejab », et s'étonner de leur dénonciation d'une « campagne de dénigrement » des bienfaits de ladite révolution. De même on aimerait, de la part des présidents en exercice, plus de discernement en ce qui concerne Cuba, encore et toujours présentée comme l'Île de la Révolution et jamais comme celle de la dictature de Fidel et Raul Castro (pas la pire des dictatures du monde, comme on se complaît à le croire bien souvent, mais dictature tout de même) On peut aussi se lasser d'une lourde morale, ou idéologie « bolivarienne », directement issue de ce qu'il faut bien appeler la mainmise de Chavez sur l'ALBA.

Mais le bilan global de l'action de l'ALBA est plutôt encourageant et on se rappellera à cet égard que, si le petit nom de la Constitution Européenne est « T.L.C. », pour [Traité de Libre Commerce], celui de l'Alliance Bolivarienne est « T.C.P. », pour [Traité de Commerce des Peuples] et vous direz ce que vous voulez, mais ça sonne quand même mieux.

Jeune, jeunesse, rajeunissement, jeunisme ?

Troisième partie.

Manuella Fuster

Les jeunes ont de moins en moins d'espace de liberté ; les modèles sont caricaturaux et véhiculés par l'image omniprésente dans la vie de tous. Les parents ont-ils démissionné de leur rôle d'éducateur ?

Formatez-vous

Les seuls espaces non contrôlés des enfants sont : la télé et/ou l'ordinateur! Les deux espaces les plus dangereux que les parents n'hésitent pas à laisser en accès libre, dans la chambre de leurs enfants.

Enfants ou adolescents sont abandonnés au plus sauvage des formatages: celui de la société ultra-libérale qui ne propose qu'un seul modèle : surconsommation et individualisme, violences, sexualité normative et codifiée, jeux divers de loterie ou voyeuristes, séries américaines, croyances occultes ; mais, surtout rien d'intellectuel. (Mais si, il y en a sur Arte...mais c'est chiant! (rires...) Ce formatage des esprits prépare insidieusement chacun à accepter le fait que la réussite est une chance, ou un don.

L'appel du vide

Dans les séries ou les jeux, ce n'est pas forcément le « meilleur », celui qui a le plus de capacités ou le plus vertueux qui l'emporte, c'est celui qui a de l'audace, qui n'hésite pas à parler même si ce qu'il dit est sans intérêt, c'est celui qui occupe l'espace, qui remplit bien l'écran. Dans un des « loft story » un doctorant en géographie a été montré comme un pauvre gars qui exprimait des idées construites dans un français correct, bref « un intello sans intérêt, chiant quoi ! », contrairement à son adversaire, un barman qui connaissait bien le mythique « monde de la nuit » et qui pouvait gloser avec des « tu vois mec, en fait c'est ouf, des trucs comme aç c'est que je ressens les gens en fait... » etc, un discours sans queue ni tête pouvant durer des heures, et à la fin duquel on ne sait toujours pas de quoi il parle.

La fin des arts, sonnez !

Dans cet espace télévisuel, pas de littérature ou d'art quelconque. (La musique se réduit à des jeunes gens qui deviennent musiciens, « académiciens » (rien que ça !) en quelques semaines, dans un château. Quel est l'intérêt alors de faire du solfège et de passer tant d'années dans un conservatoire?) Le travail des élèves des conservatoires n'intéresse les médias que si ces jeunes sont des phénomènes, des sortes de monstres de foire ; un enfant qui travaille son instrument vingt minutes tous les jours pendant des années et qui progresse lentement n'intéresse personne.

Le retour du destin

Dans la littérature de jeunesse aussi ce modèle est récurrent ; prenons Harry Potter un roman emblématique, lu par beaucoup de jeunes (un bon point) dont on a tiré plusieurs films à succès. Dans cette série de romans, Hermione qui est une fille de non-sorciers (fille de moldus) travaille extrêmement sérieusement, elle sait tous ses cours et fait même des exercices supplémentaires, mais elle ne parvient jamais au niveau d'Harry qui lui, ne fait pas grand chose mais a été « désigné » par le destin .

Il faut se résigner nous dit cette culture, et oublier ces idées stupides de liberté, d'égalité et de fraternité. Il y a des intérêts à défendre, chacun pour soi, et espérons en la chance.
Ce grand zapping permanent d'images, d'idées et de connaissances diversement accommodées reste le quotidien de la plupart des jeunes d'aujourd'hui.

Est-ce cela aimer et protéger son enfant?

A suivre...

ALIMENTATION

Éco-chonnerie

Miss Potimarron

L'élevage industriel fait beaucoup de mal, à la nature, aux consommateurs, mais aussi aux animaux. L'exemple avec les porcs.

J'avais 6 ou 7 ans lorsque je rejoignais mes grands-parents pour une année dans un petit hameau rural de Bourgogne. Principales activités : 5 fermes qui vivaient de polyculture, d'élevage de brebis, la basse-cour et les vaches laitières, et cela depuis des décennies avec transmission des savoirs de père en fils. Bien sûr, il y avait le potager et le verger familial dans chacune d'entre elles, et même quelques arpents de vigne qui donnaient une drôle de piquette.

Que faisaient les cochons dans la ferme ?

Ils buvaient le petit lait de la fromagerie, mangeaient les restes de légumes, les fruits touchés ou des pâtées de pommes de terre avec des orties. Ainsi consommaient-ils ce qui, sans eux, on appellerait maintenant déchets. Le porc, cet omnivore, transforme et recycle ; il aime prendre son bain de boue et les petits porcelets, à ce régime, n'ont pas besoin de compléments, de piqûres de fer ou de vitamines de synthèse.

Que font les cochons aujourd'hui ?

La viande de porc est la plus consommée au monde. Dans les élevages les truies sont inséminées pour mettre bas plus de 2 fois par an. Élevées en cage dans de vastes bâtiments où elles sont regroupées jusqu'à 500. Les cages ont la taille d'une table, elles font leurs besoins sur place, dorment à même le sol et ne peuvent se livrer à aucun des comportements naturels. La plupart présentent des troubles du comportement. Les porcelets tètent leurs mères à travers des barreaux jusqu'à 3 semaines puis sont engraissés sans aucune possibilité d'activité jusqu'à 5 ou 6 mois.
Ils sont castrés à l'aide de coupe-queues électriques, on leur coupe la queue et on leur lime les dents. Les petits hurlent de frayeur et de douleur et leurs mères hurlent de colère.
Le consommateur du produit final n'en sait rien, sauf quelques curieux qui, depuis, ont limité leur consommation. Cela s'appelle de la barbarie.

Des sorts analogues sont réservés aux poules et à bien d'autres. L'entassement de dizaines de milliers d'animaux, dans des espaces confinés, ne peut servir que la cause des virus et des bactéries et à l'industrie pharmaceutique pour les antibiotiques et les vaccins. Les poulaillers et les porcheries industrielles sont des lieux rêvés pour la recombinaison génétique des maladies. Il est probable que la naissance de la grippe porcine (ou grippe « A ») ait eu lieu dans une gigantesque porcherie du village mexicain « La Gloria ».

Aujourd'hui :

50 milliards d'animaux de ferme sont consommés chaque année et la production de lait, de viande et d'œuf est devenue une vaste industrie. Les conditions réelles de vie de ces animaux sont souvent méconnues. Pourtant le monde scientifique reconnaît que les animaux vertébrés sont des êtres sensibles qui ressentent ce qui leur arrive. Le développement de l'élevage industriel des animaux pose des questions éthiques, des questions environnementales, des questions de qualité nutritionnelle. Pouvons-nous maintenir durablement l'élevage industriel ? À la suite de quelle rupture mentale a-t-on accepté la barbarie de ces élevages ?

LIRE

« Bidoche, l'industrie de la viande menace le monde »
de Fabrice Nicolino, journaliste et auteur aussi de « Pesticides, révélation sur un scandale français », (Fayard, 2007).
Enivrés par un pouvoir sans frein, les défenseurs de la bidoche ont plongé la France dans une crise dont elle n'est pas près de sortir. Souvent si les mouvements de consommateurs s'attaquent aux immenses intérêts de la filière viande industrielle. **Édition LLL, 20 euros.**

« Cochons d'or, la production porcine en question »
De Jacqueline Porcher, chargée de recherche à l'INRA.
Quelles sont les relations de travail entre les humains et les animaux en élevage ?
Ed. Quaé, à paraître mi-juin.

Lire c'est partir....

Richard Marelle

Comme le nom de cette maison d'édition l'indique, lire c'est partir, alors voici pour l'été, une liste de livres qui vous feront voyager sans bouger.

Istanbul

d'Orhan Pamuk (Folio - 9,20€)

Né à Istanbul en 1952, prix Nobel de littérature 2006, il a été poursuivi par la justice turque pour « insulte à la nation turque » pour avoir notamment fait référence au massacre des Arméniens commis, en 1915, sous l'empire Ottoman. Lors d'une interview, Orhan Pamuk avait affirmé qu'« un million d'Arméniens et 30 000 Kurdes ont été tués » en Turquie, en soulignant le poids du tabou qui pèse toujours sur ce sujet ultrasensible en Turquie. Les poursuites ont été abandonnées.

Dans cet ouvrage, on découvre la ville de son enfance, avec ses recoins, ses changements et les habitudes de sa famille. Une ambiance très agréable, au bord de l'eau et dans les ruelles d'Istanbul.

Eureka street

de Robert Mc Liam Wilson (10/18 n°3047 – 8,60€)

Né en 1964 à Belfast Ouest, quartier ouvrier catholique. Remporte plusieurs prix littéraires en Grande- Bretagne.

Dans les années 1990, dans les secteurs catholiques et protestants de Belfast, les personnages tragi-comiques se débattent dans leurs contradictions et vivent avec la menace terroriste permanente. À la fois réaliste et drôle, Robert Mc Liam Wilson dépeint avec virtuosité les extrémistes, les profiteurs et les attentats. Le point de vue du narrateur sur le problème de l'Irlande du Nord est le plus objectif que je connaisse... Ci-dessous un court extrait : « Il y avait trois versions fondamentales de l'histoire irlandaise : la républicaine, la loyaliste, la britannique. Toutes étaient glauques (...) j'avais pour ma part une quatrième version à ajouter : pendant huit siècles, pendant quatre siècles, comme vous voudrez, c'était simplement tout un tas d'Irlandais qui tuait tout un tas d'autres Irlandais. »

Cent ans de solitude

de Gabriel Garcia Marquez (Point Poche 8€)/ publié en 1967).

Ecrivain, né en 1927 à Aracataca en Colombie ; ses textes sont mal perçus par les autorités colombiennes, il passe alors une partie de sa vie en exil, en Europe, à Cuba et au Mexique. Il se fait connaître pour son engagement auprès des causes révolutionnaires et son soutien au régime castriste. Un an après la sortie de «Chronique d'une mort annoncée», Gabriel Garcia Marquez reçoit le prix Nobel de littérature en 1982.

Ce roman a été un immense succès dans les années 80. Il relate sur plusieurs générations la vie de la famille Buendia. Une saga merveilleuse, poétique, magique, hantée par les croyances et les superstitions. Un voyage fantastique dans un village d'Amérique du Sud.

Brothers

de Yu Hua (poche Babel /actes sud-14,50€)

Né à Hangzhou, Zhejiang en1960, Il a été dentiste. Grand amateur de musique classique, il aime également lire Stendhal, Proust, Robbe-Grillet, Duras et par dessus tout "La Divine Comédie" de Dante. Yu Hua grandit pendant la révolution culturelle. Zhang Yimou a réalisé une adaptation de son roman « Vivre » .

Ce roman a été publié en Chine en 2005 et fut un succès énorme (un million d'exemplaires vendus). La première partie se passe pendant la Révolution Culturelle et la seconde pendant la période actuelle. Comme le dit Yu Hua « en quarante ans on passe de conditions de vie très frustes aux excès d'une consommation triomphante ; en Europe, un tel changement s'est produit en plusieurs siècles » En effet, on passe du Moyen-Âge à la mondialisation en 700 pages. Le ton est donné dès le premier paragraphe, drôle et très surprenant ce roman ne vous laissera pas indifférent.

Bons voyages.

LES RECETTES DE MÉMÈRE GERMAINE

Le poulet au cidre

Avant la chaleur de l'été un dernier plat un peu lourd pour fêter la fin du printemps

Il vous faut :
● une bouteille de cidre doux ● un poulet en morceaux (ou des morceaux de poulet) ● un pot de 500g de crème fraîche (allégée mais pas trop) ● beurre, huile, sel, poivre, un peu de thym
● un oignon haché (ou 3 oignons blancs avec leurs tiges vertes) ● On peut ajouter selon votre goût : des champignons de Paris et/ou des pleurottes (des cèpes si vous en avez) et/ou des pommes (fruits) (1/2 par personne)

> Dans une cocotte ou une sauteuse, faites revenir le poulet à feu vif dans 50g de beurre et 3 cuillères à soupe d'huile (de pépins de raisin),jusqu'à ce qu'il soit bien doré. > Ajoutez l'oignon et faites le dorer. > Salez légèrement, ajoutez une pincée de poivre et une pincée de thym (ou de romarin) > Lorsque le poulet est bien doré, versez le cidre de façon à recouvrir les morceaux. > Laissez mijoter à feu doux, sans couvrir pendant le temps nécessaire à bien cuire le poulet (entre 30 et 50 mn selon la qualité de votre viande). > Lorsque le cidre a réduit (c'est à dire qu'il en reste moins du tiers), Ajoutez la crème fraîche et remuez délicatement pour homogénéiser la sauce.
Si vous ajoutez pommes et/ou champignons :
Lorsque le cidre a réduit, placez les morceaux de poulet dans un plat et le jus dans un autre,
-Dans cette même cocotte, ajoutez un morceau de beurre et 1 cuillère d'huile pour faire revenir vos champignons lavés et émincés. Lorsqu'ils sont cuits, déglacez en ajoutant 2 verres de jus de cuisson du poulet, et versez le tout sur les morceaux de poulet.
-A nouveau dans la même cocotte, ajoutez un morceau de beurre et faites cuire sans les brûler, les pommes épluchées et coupées en quartiers d'un centimètre d'épaisseur. Lorsque les pommes sont cuites réservez les dans un plat, vous les disposerez artistement dans l'assiette au moment de servir..
> Replacer le poulet avec les champignons dans la cocotte, ajoutez le jus puis la crème fraîche et remuez délicatement pour homogénéiser la sauce.
Servez ce plat accompagné de tagliatelles, de riz, de pommes de terre (frites ou en purée), pour ajouter de la couleur à votre assiette d'haricot verts frais cuits à la vapeur ou de purée de carotte, ou d'un peu de tout cela.
Comme boisson, un bon cidre, une bière légère ou un vin blanc d'Alsace ou du Jura conviendront parfaitement.

Evitez la forêt noire en dessert, car ce plat est assez calorique. En présentant vos assiettes avec art et recherche, vous passerez pour un véritable maître-queux auprès de vos convives.

DU COQ À L'ÂNE

Sans papiers mais imposables...

Le Lundi 31 Mai, les travailleurs sans papiers, citoyens à part entière, ont déclaré leurs impôts (et oui, ils paient des impôts !) au centre des finances publiques du 16e arrondissement de Paris. Pendant que 16 350 heureux contribuables multimillionnaires bénéficient sans vergogne du bouclier fiscal, les travailleuses et travailleurs sans papiers bien que pourchassés, réprimés et surexploités ont, à nouveau, fait acte de citoyenneté en participant pleinement à l'impôt. Ils déclarent et paient leurs impôts, ils versent leurs cotisations sociales. Ce sont de bons citoyens. Je propose qu'on régularise tous les travailleurs sans papiers mais qu'on pourchasse, qu'on réprime ceux qui fraudent le fisc et la sécurité sociale et qu'on interdise à ceux qui sont partis à l'étranger, pour ne pas payer leurs impôts, de revenir en France. Ce devrait être eux les sans papiers.

Maître-queux et maître-coq

Mémère Germaine souhaite nous voir devenir maîtres-queux grâce à sa recette de poulet au cidre. Maître-queux et maître-coq sont de même origine étymologique. Rien à voir avec la queue de la casserole ni avec le coq français, ils viennent tous deux du latin coquus qui veut dire cuisinier. D'abord utilisé en néerlandais où coquus devint kok, le français l'a assimilé phonétiquement à coq, qui reste encore le cuisinier sur un bateau. Queux est une version française de kok vers 1080. Le Grand Queux de France, officier de la maison du roi au XVIIème siècle, était chargé du service de bouche. Ce nom était plus noble que « cuisinieux » utilisé à cette époque. De même savoir et saveur sont issus du latin sapere qui signifie goûter, prendre connaissance. Le savoir c'est découvrir quelque chose d'abord par les sens. Alors utilisons nos sens pour connaître et comprendre notre société.

DES ZOISEAUX ET DES ZOMMES

Promenades en Pâtis - 2 -

Bébert Leroux

Les saules pleurent, abondamment. Les iris d'eau sont fleuris. Le parc est bien entré dans son printemps. Dans la Grande Noue, deux poissons s'agitent, ils frayent. À leur forme on pense à des brochets. Quittant une île, la famille bernache, le père, la mère, en costumes gris foncé sur le dos et gris clair au ventre, et les cinq tout-petits derniers, encore seulement grisâtres, nagent droit vers nous. Sans marquer la moindre inquiétude, le cortège sort de l'eau et s'installe à cinq mètres, pour manger. C'est que ça mange une oie-bernache. De l'herbe, douze heures par jours disent les savants. Les petits y sont entraînés dès leurs premiers jours. Seuls le père jeûne. Il a le cou noir tendu, la tête à un bon mètre du sol, il joue la vigie. Au parc, Branta canadensis, l'oie bernache du Canada, n'a qu'un ennemi : le cygne. On m'a dit qu'il y a quelques années, un cygne a tout simplement tué les oisillons, à coup d'aile ! Le cygne a l'aile contondante ! Cette année, il est parvenu à les chasser de la Grande Noue et à leur interdire l'étang de l'Ile Bleue. Il est vrai que sur cette île une cygne couvait. Les habitués du parc voient maintenant la famille bernache tenter de s'installer, placide, aux étangs de la Gironnette, l'herbe y est si tendre.

Ici, les bernaches, pourtant réputées bruyantes, sont assez silencieuses. Tout

juste de temps à autre, une sorte d'aboiement rauque que je n'ai guère entendu que chez les quatre bernaches adultes, sans enfants, sur le bassin nautique. Les canadiens leur connaissent 13 cris différents. Ils disent que lorsqu'elles volent, elles « cacardent ».

Elles ne sont pas venues du Canada par leur propres moyens. Ce sont les Anglais qui les ont importées, les trouvant belles. C'est vrai que, bien qu'un peu lourdes d'aspect mais convertissant le noir et le gris en couleurs, elles ne manquent pas de charme. Elles ont raison de s'obstiner à vouloir habiter notre parc. Il suffirait que le cygne cesse d'y faire loi.

Comment se procurer la version "papier" de Tapage ?

Au numéro

☐ Par courrier (Tarif incluant les frais d'envoi) : 3 € le numéro

Par abonnement : 1 an, 6 numéros

☐ Tarif normal : 10 €

☐ Tarif de soutien : à votre discrétion.

Nom, prénom : .....

Adresse postale : .....

.....

Paiement : libeller les chèques à l'ordre de "APEL de la région meldoise" et les adresser à : "APEL de la région meldoise, 20 rue Winston Churchill, 77100 Meaux".

SORTIR NOS PETITS

L'heure du conte/**16 juin**

Chansons, comptines et jeux de doigts

Matinée musicale : venez tous chanter et colorier des comptines !
> Bibliothèque municipale André-Malraux, 79 avenue de Fontainebleau 77310 Saint-Fargeau-Ponthierry (entrée libre) > de 11h à 12h > enfants jusqu'à 7ans

Fête de la marne/**les 26 et 27 juin**

Ces jours de fête seront consacrés à la **sauvegarde du patrimoine fluvial,** à la protection de cet environnement grâce à de nombreuses animations et expositions autour de l'eau et de la nature.
> Lieu : Les bords de Marne de Marne et Gondoire
Tout le détail :
www.lafetedelamarne.canalblog.com
Tél : 01 64 21 27 99

Poésie/**7 juillet**

Quand les mots de Tardieu font se rencontrer une comédienne, une musicienne et une marionnette, cela donne **"Quoi qu'a dit"**. La compagnie "Aux Deux Ailes" joue avec ce poète enchanteur, joue de la musique, joue avec les sons. Ce spectacle est une belle rencontre entre mots, sons et art.
> Parc Culturel de Rentilly, Rue de l'Etang, 77600 Bussy-Saint-Martin > à 16h > à partir de 6 ans
Renseignements : 01 60 35 46 72

Contes de fées/**8 juillet**

Partez au pays des **contes de fées le temps d'une soirée cinéma en plein air au cours de laquelle sera projeté à 20h30 "Peau d'âne"** de Jacques Demy. Animations contes de fées pour les enfants à partir de 19h. Rendez-vous sur les pelouses du château (manifestation gratuite).
> Château-Musée, Rue Gauthier 1er, Nemours